

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21550 - 80ÈME ANNÉE

## Retour sur la visite de la numéro 2 de la liste « La Gauche unie pour le monde du travail »

### Sigrid Gérardin : « C'est l'esprit de Paul Vergès que nous allons porter »

Lors de sa visite à La Réunion, Sigrid Gérardin, deuxième de la liste « la Gauche unie pour le monde du travail » a été interrogée par nos confrères de « Zinfos 974 ». Elle a rappelé le sens du partenariat avec le PCR et son candidat Ary Yée Chong Tchi Kan.

Sigrid Gérardin est professeure dans un lycée professionnel. Elle est également syndicaliste. Le tiers des candidats de la liste « la Gauche unie pour le monde du travail » sont des syndicalistes. Elle est colistière de Ary Yée Chong Tchi Kan, candidat du PCR aux Européennes.

Sigrid Gérardin était à La Réunion les 18 et 19 mai derniers. Durant son séjour, elle fut interrogée par plusieurs médias. Notre confrère « Zinfos 974 » a publié son interview mercredi dernier.

Elle a notamment insisté sur les liens de solidarité entre le PCR et ses partenaires de la liste. Sur « Zinfos 974 », Sigrid Gérardin a rappelé que Paul Vergès fut un des premiers députés au Parlement européen sur la liste de Georges Marchais, « vous avez pu mesurer tout ce qu'il a pu faire pour La Réunion et tous les territoires d'outre-mer ». Elle a également déclaré ceci : « C'est l'esprit de Paul Vergès que nous allons porter, une politique au service de l'intérêt général, au service des salariés, de l'égalité et pas au service de la finance ».



Sigrid Gérardin a rappelé l'importance d'une majorité de progrès au Parlement européen. Car le bilan de la majorité sortante, c'est une aggravation de la pauvreté et la réapparition de la guerre sur le continent européen. « La Gauche unie pour le monde du travail » milite pour une Europe de la Paix. En tant qu'enseignante et syndicaliste, elle connaît bien les conséquences de l'ingérence de l'Union européenne dans les politiques éducatives. Jusqu'à peu, l'école était un lieu préservé des directives et règlements, mais pour les capitalistes c'est un marché. « Le patronat européen a enté-

riné du traité de Lisbonne que l'école ne devait plus se soumettre à l'émancipation des jeunes, à la qualification, mais aux besoins immédiats des entreprises et de l'économie », a-t-elle dit. D'où la nécessité de remettre en cause ces règles grâce au changement de composition du Parlement européen. Sur ce point, Sigrid Gérardin a indiqué qu'avec le franchissement de la barre des 5 %, la liste aura d'ores et déjà 5 députés. Ce seront donc au moins 5 députés qui porteront la voix de La Réunion dans l'esprit de Paul Vergès.

## Après une rencontre avec l'État, la Région, le Département, les maires et les bailleurs sociaux

### Crise dans le BTP : grève suspendue

140 000 Réunionnais sont victimes du mal-logement, plus de 40 000 familles sont en attente d'un logement social. Malgré tous ces besoins, le secteur du BTP est confronté à une importante chute de son activité. Elle a diminué de 30 % selon Maximin Hoarau, secrétaire général de la CGTR-BTP.

Environ un millier d'emplois ont été supprimés depuis le début de l'année. Les chantiers ne sortent plus de terre. Les victimes du mal-logement, les travailleurs du BTP et les entreprises paient les conséquences du blocage.

Une des explications avancées est la hausse des coûts des matériaux causée par la répétition des crises internationales. Les spéculateurs profitent des guerres pour faire monter les profits sur le marché des matières premières. A La Réunion, le coût de construction était déjà très élevé, 1700 euros le mètre carré pour un logement social. Il est passé à 2200 euros. Les appels d'offres sont infructueux et toute la filière de la construction est bloquée.

La hausse importante des prix des intrants a égale-

ment d'importantes conséquences pour les salaires des travailleurs, car elle complique les négociations d'augmentation annuelle.

Pendant deux jours, l'Intersyndicale du BTP s'est mobilisée notamment à Saint-Denis lors d'actions devant la Préfecture de La Réunion. Cette mobilisation a débouché hier après-midi sur une rencontre entre tous les acteurs concernés. Les syndicats de travailleurs et de patrons, l'État, la Région, le Département, les communes et les bailleurs sociaux étaient autour de la table au siège de la Chambre de commerce et d'industrie.

Les parties se sont mises d'accord sur une rencontre le 31 mai prochain pour faire le point sur les appels d'offres. Suite à cette décision, l'Intersyndicale du BTP a annoncé la suspension du mouvement de grève.

**M.M.**

### RSA : pour la non application des sanctions à La Réunion

Cyrille Melchior, Président du Conseil départemental, a rencontré Catherine Vautrin, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, le jeudi 23 mai à Paris, pour défendre une adaptation de la loi pour le plein emploi aux réalités réunionnaises. Une demande soutenue à l'unanimité par les Conseillers départementaux, qui ont rejeté, le 7 mai dernier en Commission permanente, le projet d'ordonnance portant sur l'adaptation des dispositions de la loi 18 décembre 2023 pour le plein emploi aux collectivités d'outre-mer.

L'entretien avec la ministre, qui s'est déroulé dans un climat d'écoute réciproque, a permis à Cyrille Mel-

chior de rappeler que La Réunion compte 95 000 bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et pas moins de 150 000 demandeurs d'emploi. Alors que le tissu économique de l'île ne génère pas plus de 40 000 offres d'emploi par an. Une réalité incomparable avec celle des départements hexagonaux.

Le Président du Conseil départemental a ainsi demandé à la ministre du Travail que La Réunion échappe au régime de sanctions prévues par le projet d'ordonnance, contre les bénéficiaires du RSA qui ne respecteraient pas leur nouvelle obligation de réaliser 15 à 20 heures hebdomadaires d'activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle.

#### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

## Etude sur les migrations résidentielles dans la capitale

# Plus de 155000 habitants à Saint-Denis



**Mercredi, la Mairie de Saint-Denis a présenté les résultats d'une étude sur les migrations résidentielles dans la capitale. La plus grande ville de La Réunion comptait 154 765 habitants en 2021, avec une croissance moyenne de la population supérieure à 1000 personnes par an. Chaque année, 8020 personnes viennent s'installer à Saint-Denis, 43 % viennent de France, 6 % d'autres pays et 51 % d'autres communes de La Réunion.**

Depuis 2016, Saint-Denis attire chaque année 8 020 nouveaux habitants. Parmi ces nouveaux arrivants, 51 % habitaient déjà sur l'île, 43 % d'autres régions en France, et 6 % d'autres pays.

Les arrivées des microrégions Ouest, Sud et Est, qui viennent s'installer à Saint-Denis, sont plus nombreuses que les départs de Saint-Denis vers ces microrégions. Cette tendance confirme l'attrait de la ville.

Parallèlement, les arrivées en provenance de la France sont en hausse. La capitale accueille 6 % des nouveaux résidents de La Réunion venant d'autres pays.

Saint-Denis est particulièrement prisée par les travailleurs, notamment les cadres, et les étudiants, des populations mobiles en quête de nouvelles opportunités professionnelles et académiques. Le quartier

du Moufia, autour de l'Université, en est un exemple avec un nombre élevé d'emménagements.

Pour la commune de Saint-Denis, cette croissance démographique est un résultat de la politique menée par la municipalité. Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis, déclare que : « Nous sommes déterminés à faire de Saint-Denis une ville d'hyperproximité, une ville du quart d'heure, où chaque résident peut trouver ce dont il a besoin à quelques minutes de chez lui. Nos politiques publiques visent à rendre la ville encore plus attractive, en développant des pistes vélo, en ouvrant des médiathèques dans les quartiers, en créant des forêts urbaines ou encore en soutenant les commerces de proximité. Les gens ont envie d'habiter à Saint-Denis, et nous mettons tout en œuvre pour répondre à cette aspiration. »

### **An plis ke sa**

**154 765 habitants au 1er janvier 2021**

**+0,9 % d'augmentation par an entre 2015 et 2021**

**8020 personnes en moyenne viennent s'installer à Saint-Denis chaque année**

**6950 personnes en moyenne quittent la commune chaque année**

# Oté

## Calédonie-Kanaky Zoro l'arivé, zoro i ropar !

Yèr soir, dann télé, banna l'amontr Prézidan Macron la fine ariv laba dann la Nouvèl Kalédonie — la Kanaky — après di, sak li koré pu dir dopi La franss li domann la pé épi la sékirité i rovien dsi lo tériroir. Pou sak i panssé, gran mazissien, li téi sar tir in lapin dann son shapo siréssèrtin zot i doi z'ète déssu.

Lo Prézidan na poin la klé pou fèr in vré dékolonizassion dann tériroir-la. Sa i fé sètan — sètan la pa sète moi, ni sète zour — li lé la é si li lété kapab fèr in mirak, bann pèp l'outre-mèr épi lo pèp de Franss nora fine rann azot konte. Parl pi bann zansien koloni L'Afrik, in bonpé la fine dira li ramass son balo épi rotourn shé li. Konm koi, la zénèss, an li mèm, la pa in mirak...

D'après sak mi konpran, dann péi-la néna bann Kanak, la popilassion promyèr é zot déssandan, néna bann Kaldosh vré kolonyalist épi lé zot, sak la vni la pars na poin tro plass pou alé é èmré rèss la mèm si i gingn... Macron la pran lo parti lé z'ot konte lo pèp kanak é lo pèp kanak li la bézoïn son dékolonizassion mé sa, la Franss kolonyal i koné pa fèr.

Landroi na poin d'moune konm dann bann zil zépars li gingn pa. Pli pir ankor landroi néna avèk zot zintéré antagonist. Domaz pou toute demoune finalman : domaz pou lo pèp kanak dann son bon droi, domaz pou lé zot, domaz pou bann jenn franssé sak i sava laba konm fors répréssion... Oussa i lé la Franss péi bann droi de l'om ? Sirman li la vann son am lésploïtassion kapitalist. Oussa i lé La Franss péi la pé : zordi i rèv solman in n'afèr sé d'alé porte la guèr in pé partou.

I paré Prézidan la lèss dè gran fonksionèr pou rézoude bann késtyon konpliké après ké li sar fine partir. Banna i doi fé in komission pou ramene la pé épi trouv in solission mé si an o lyé i konpran pa bann problèm lo tériroir mi panss la limyèr va vni par la.

A bon antandèr, salu !

*Justin*